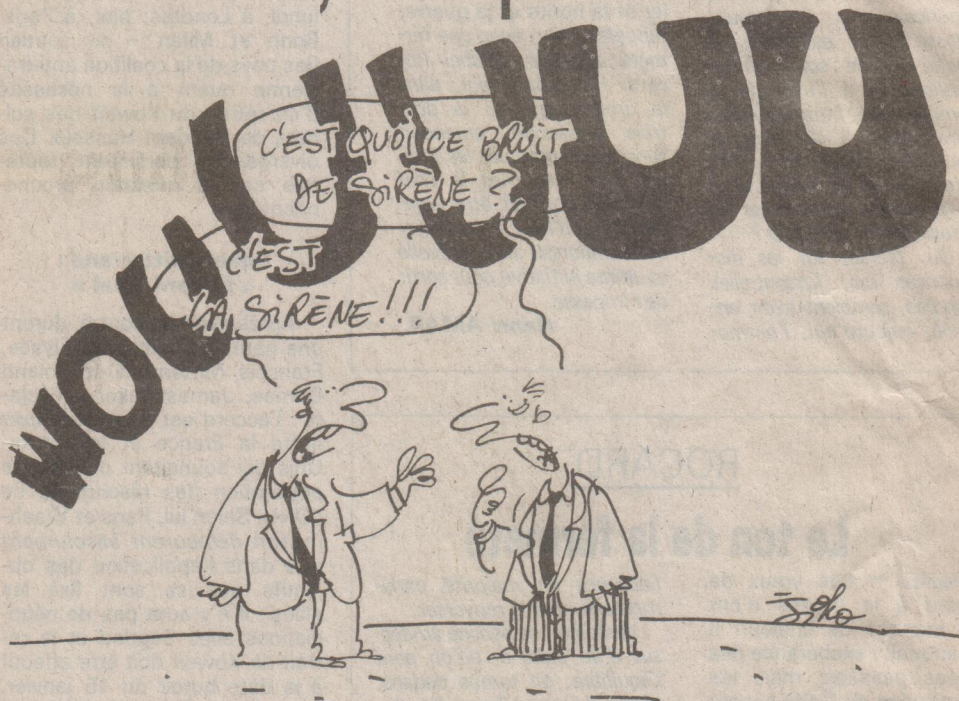


La Dépêche 9/01/91

ALERTE

La sirène, mais pas d'exercice



Pour la première fois, les Toulousains entendront aujourd'hui, à midi, la sirène d'alerte pour catastrophe industrielle. Les exercices de protection, ce sera pour une autre fois...

En page départementale

Une sirène sans exercice d'alerte

Les Toulousains découvriront aujourd'hui, à midi, la sirène d'alerte pour catastrophe industrielle. Un chant strident qui n'impose pas le silence aux partisans d'un exercice d'alerte grandeur nature, promis mais jamais (encore) organisé. Débat.

Attention, la sirène qui va retentir ce midi n'annonce pas la guerre du Golfe. Toulousains, ne rentrez pas (encore) chez vous, ne courez pas à la station-service la plus proche pour faire votre plein d'essence, ni chez l'épicier pour constituer des réserves.

Bon réflexe

Si vous entendez la sirène un autre jour que le premier mercredi du mois, vous pourrez courir aux abris, ou plutôt vous calfeutrer chez vous ou dans votre lieu de travail. C'est, en effet, ce que conseillent les autorités en cas d'accident industriel provoquant par exemple le dégagement d'un nuage toxique.

Le mauvais réflexe, en tel cas, est de s'enfuir ou d'aller chercher ses enfants à l'école : on provoque bouchons et déplacements inutiles et on a toutes les chances de respirer l'air vicié par la pollution. Ces mauvaises réactions ont provoqué la mort de bien des victimes des catastrophes de Bophal ou Seveso.

Des réactions que seul un exercice d'alerte plus large qu'un simple essai de sirène peuvent permettre de mieux connaître, selon de nombreux spécialistes.

Un tel exercice était prévu à Toulouse. Le préfet s'y était même engagé lors de la création du SPPPI, la structure de concertation sur la prévention des problèmes industriels.

Aujourd'hui, les autorités semblent traîner le pas pour organiser une telle manifestation. Un débat s'est même engagé, au sein du SPPPI et aussi entre le préfet et les élus concernés du Grand-Toulouse sur la nécessité de tel exercice d'alerte. L'essai de sirène sonnerait-il le glas de l'exercice d'alerte ?

Pour ou contre

Est-il utile d'impliquer une population qui, le plus souvent, ne se sent pas concernée et ne suit pas les directives, dès qu'elle sait qu'il s'agit d'une simulation ?

Exercices d'alertes : Les chercheurs partagés

Pour Anne Lalo, maître de conférence à la fac des sciences sociales de Grenoble, qui a notamment travaillé à des campagnes d'information du public à Fos-Berre, Lyon ou Grenoble : *Les exercices d'alertes ne font qu'accroître le sentiment d'impuissance face au risque. Ils sont trop démobilisateurs. Ils n'incitent pas à comprendre les accidents ni les moyens mis en œuvre pour leur maîtrise*, explique cette spécialiste, venue récemment à Toulouse s'exprimer devant le SPPPI.

Autres inconvénients de ces manœuvres, selon ce professeur d'université : la lourdeur et le coût de la mise en place de telles opérations.

D'autres, comme le spécialiste Patrick Lagadec (dont le dernier livre « Etats d'urgence », traite en partie du sujet) estime que les exercices d'alerte ont le mérite d'éclairer les différents acteurs (protection civile, industriels, pouvoirs publics) sur les lacunes du système. La participation des populations est essentielle.

Enfin, entre ces deux points de vue se situe une opinion médiane : celle-ci consiste à l'organisation d'exercices fractionnés, animés à petite échelle. Les populations sans y participer de façon active, pourraient regarder comment procèdent les services de secours.

CONDUITE A TENIR CHEZ SOI

RESTER CHEZ SOI OU RENTRER DANS LA MAISON LA PLUS PROCHE

FERMER PORTES ET FENÊTRES

ARRÊTER TOUS LES SYSTÈMES DE VENTILATION (HOTTES, CLIMATISEURS, AÉRATEURS...) ÉVITER TOUTE FLAMME ET TOUTE ÉTINCELLE

S'INSTALLER DANS UNE PIÈCE AVANT UN POINT D'EAU (SALLE DE BAINS, CUISINE, CABINET DE TOILETTES...)

PRENDRE L'ÉCOUTE DES RADIOS

EN CAS DE GÊNE RESPIRATOIRE RESPIRER A TRAVERS UN LINGE IMBIBÉ D'EAU

ATTENDRE POUR SORTIR LE SIGNAL DE FIN D'ALERTE.

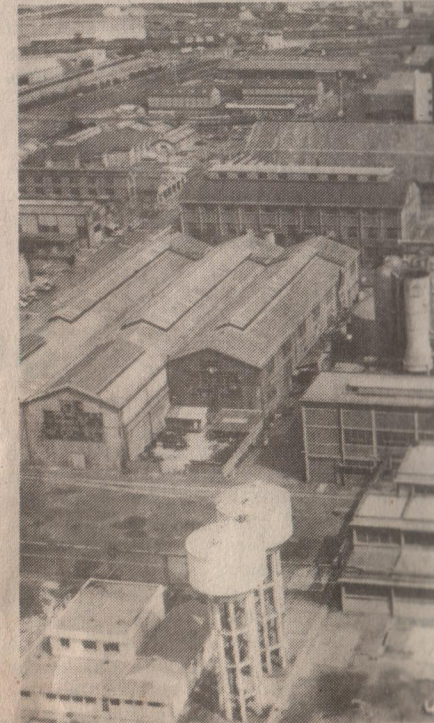
* FRANCE INTER GO 1852 m ET RADIOS LOCALES.

CONDUITE A TENIR LOIN DE CHEZ SOI

LES PIÉTONS DEVRONT RESPIRER A TRAVERS UN LINGE ÉPAIS (MOUCHOIR, CACHE-NEZ, VESTE, MANTEAU...) ET MARCHER LENTEMENT VERS LA MAISON LA PLUS PROCHE.

LES AUTOMOBILISTES DEVRONT FERMER LES GLACES ET LES SYSTÈMES D'AÉRATION ET DE CHAUFFAGE ET S'ÉLOIGNER DE LA ZONE EN SE CONFORMANT AUX INSTRUCTIONS DES SERVICES DE SÉCURITÉ.

Voilà la conduite à laquelle on aurait pu vous familiariser en cas d'exercice d'alerte grandeur nature. Voilà en tout cas celle que vous devrez adopter en cas d'alarme écologique.



Le complexe

Une sirène sans exercice d'alerte

aujourd'hui, à midi, la sirène industrielle. Un chant de silence aux partisans de la nature, promis mais



ATTENDRE POUR SORTIR LE SIGNAL DE FIN D'ALERTE.

LES AUTOMOBILISTES DEVRONT FERMER LES GLACES ET LES SYSTÈMES D'AÉRATION DU CHAUFFAGE ET S'ÉLOIGNER DE LA ZONE CONFORMANT AUX INSTRUCTIONS DES SERVICES DE SÉCURITÉ.



vous familiariser en cas d'exercice de sécurité. Celle que vous devrez adopter en cas d'urgence.

Attention, la sirène qui va retentir ce midi n'annonce pas la guerre du Golfe. Toulousains, ne rentrez pas (encore) chez vous, ne courez pas à la station-service la plus proche pour faire votre plein d'essence, ni chez l'épicier pour constituer des réserves.

Trois coups d'une minute, séparés d'un espace de cinq secondes de silence. C'est le signal d'alerte pour un accident industriel majeur, un SOS qui est le même dans toute la France et qui retentira aujourd'hui pour la première fois à Toulouse (« La Dépêche du Midi » d'hier).

Les Toulousains devront s'y habituer : un tel essai de sirène sera effectué chaque premier mercredi du mois. But de l'opération : vérifier que les systèmes d'alerte fonctionnent et habituer la population à reconnaître et comprendre le signal.

Bon réflexe

Si vous entendez la sirène un autre jour que le premier mercredi du mois, vous pourrez courir aux abris, ou plutôt vous calfeutrer chez vous ou dans votre lieu de travail. C'est, en effet, ce que conseillent les autorités en cas d'accident industriel provoquant par exemple le dégagement d'un nuage toxique.

Le mauvais réflexe, en tel cas, est de s'enfuir ou d'aller chercher ses enfants à l'école : on provoque bouchons et déplacements inutiles et on a toutes les chances de respirer l'air vicié par la pollution. Ces mauvaises réactions ont provoqué la mort de bien des victimes des catastrophes de Bophal ou Seveso.

Des réactions que seul un exercice d'alerte plus large qu'un simple essai de sirène peuvent permettre de mieux connaître, selon de nombreux spécialistes.

Exercices d'alertes : Les chercheurs partagés

Pour Anne Lalo, maître de conférence à la fac des sciences sociales de Grenoble, qui a notamment travaillé à des campagnes d'information du public à Fos-Berre, Lyon ou Grenoble : *Les exercices d'alertes ne font qu'accroître le sentiment d'impuissance face au risque. Ils sont trop démobilisateurs. Ils n'incitent pas à comprendre les accidents ni les moyens mis en œuvre pour leur maîtrise*, explique cette spécialiste, venue récemment à Toulouse s'exprimer devant le SPPPI.

Autres inconvénients de ces manœuvres, selon ce professeur d'université : la lourdeur et le coût de la mise en place de telles opérations.

D'autres, comme le spécialiste Patrick Lagadec (dont le dernier livre « Etats d'urgence », traite en partie du sujet) estiment que les exercices d'alerte ont le mérite d'éclairer les différents acteurs (protection civile, industriels, pouvoirs publics) sur les lacunes du système. La participation des populations est essentielle.

Enfin, entre ces deux points de vue se situe une opinion médiane : celle-ci consiste à l'organisation d'exercices fractionnés, animés à petite échelle. Les populations sans y participer de façon active, pourraient regarder comment procèdent les services de secours.

Un tel exercice était prévu à Toulouse. Le préfet s'y était même engagé lors de la création du SPPPI, la structure de concertation sur la prévention des problèmes industriels.

Aujourd'hui, les autorités semblent traîner le pas pour organiser une telle manifestation. Un débat s'est même engagé, au sein du SPPPI et aussi entre le préfet et les élus concernés du Grand-Toulouse sur la nécessité de tel exercice d'alerte. L'essai de sirène sonnerait-il le glas de l'exercice d'alerte ?

Pour ou contre

Est-il utile d'impliquer une population qui, le plus souvent, ne se sent pas concernée et ne suit pas les directives, dès qu'elle sait qu'il s'agit d'une simulation ?

s'interroge M. Noël, patron de la protection civile, qui cite le précédent de Carling, dans l'est de la France.

Des exercices d'alerte grandeur nature ont été organisés dans cette ville, sans grand succès, selon notre interlocuteur.

Le responsable de la protection civile estime que si exercice d'alerte il y a, il devra être très bien préparé.

Son de cloche tout à fait différent de la part d'Henri Farreny, moins sensible au chant des sirènes. Le maire adjoint de Ramonville, chargé de l'environnement, considère une simulation indispensable quoi qu'il puisse en coûter.

Seul un membre actif du SPPPI, seul un exercice grandeur nature pourra montrer les défauts

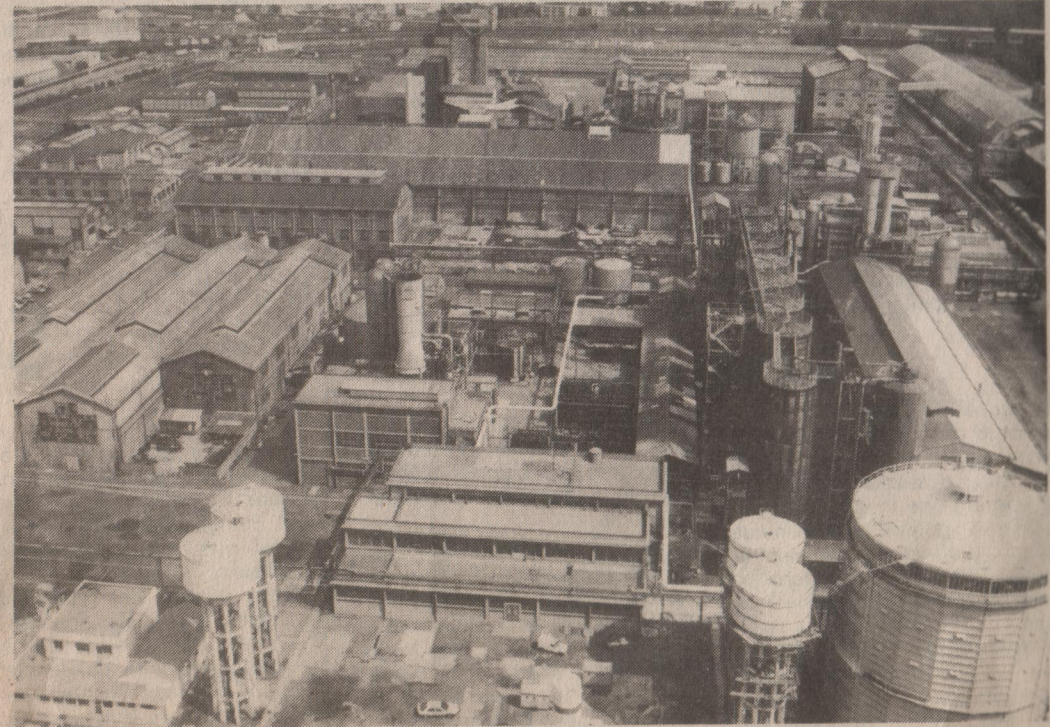
des dispositifs d'alerte. Mais c'est peut-être ce que craignent les autorités, ajoute l'élu.

Pour ou contre, une simulation grandeur nature, le débat, qui vire parfois à la querelle de spécialistes, n'est pas encore tranché (lire encadré).

En attendant, certains n'hésitent pas à dire qu'il y a beaucoup à faire avant un tel exercice : campagnes d'information dans les écoles et les hôpitaux, exercices internes ouverts aux médias dans les entreprises concernées, information pédagogique du plus grand nombre. Ce qui n'a pas encore été fait.

On attendait, à Toulouse, l'essai de sirène d'aujourd'hui depuis septembre 1989.

Philippe EMERY.



Le complexe chimique du sud toulousain.